

Inauguration d'un nouveau palais présidentiel à Bujumbura avec l'aide de la Chine

PANA, 14 février 2019 Bujumbura, Burundi - Une cérémonie officielle de remise et de réception d'un nouveau complexe de bureaux présidentiels des hauteurs nord-est de Bujumbura, a eu lieu jeudi entre l'ambassadeur de Chine au Burundi, Li Changlin, et le chef de la diplomatie burundaise, Ezéchiel Nibigira, a-t-on constaté sur place.

L'ambassadeur Changlin a parlé du « premier ouvrage le plus important jamais construit par la Chine au Burundi en 55 ans de relations diplomatiques et politiques soutenues ». Le « grand symbole d'amitiés sincères » a nécessité 600 jours et demi de travaux, pour un coût global de plus de 150 millions de yuans, soit l'équivalent d'un peu plus de 22 millions de dollars américains, a-t-on appris des deux parties. Le ministre burundais des Relations extérieures et de la Coopération internationale, de son côté, s'est extasié d'un don chinois qui vient mettre fin à la location de bureaux présidentiels depuis l'indépendance nationale, en 1962. L'on apprend encore que les services des deux vice-présidents de la République burundaise seront également logés dans le nouveau complexe d'une superficie de 40 hectares. Le nouveau complexe, qui a encore été complétement meublé et équipé en moyens de télécommunications et de sécurité par des entreprises chinoises de travaux publics, impose l'allure d'une ville à part, dotée d'un vaste réseau routier et des aires de stationnement à perte de vue. Sur le plan social, la mise en chantier du nouveau palais a coûté l'expropriation de dizaines de familles dont certaines demandent aujourd'hui encore à être indemnisées, proportionnellement à la valeur de leurs anciennes propriétés. La sécurité autour du nouveau palais présidentiel va encore contraindre les usagers de la route nationale et internationale numéro 1 (RN1) à des détours pour venir à Bujumbura ou pour se rendre à l'intérieur du pays, a-t-on déjà officiellement préparé les esprits. D'un autre côté, le nouveau palais est inauguré au moment où s'accélère le processus de transfert de la capitale politique, de Bujumbura à Gitega, plus au centre du pays, note-t-on. Bujumbura, quant à elle, va garder le seul statut de « Capitale économique » dans cette nouvelle politique de décentralisation qui vise à « plus de sécurité des institutions nationales longtemps concentrées au même endroit », motivait récemment encore le ministre de l'Intérieur, Pascal Barandagiye. En plus de Bujumbura (Ouest), les villes de Ngozi (nord) et de Gitega (Centre) disposaient déjà de palais présidentiels secondaires.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});